

Ajaccio, Corse : après une agression contre des pompiers, des manifestations virent à « l'expédition punitive » contre des musulmans

mardi 29 décembre 2015, par [EL AZZOUZI Rachida](#), [SALVI Ellen](#) (Date de rédaction antérieure : 26 décembre 2015).

Un rassemblement d'environ 600 personnes, en soutien à deux pompiers et un policier agressés la veille, a dégénéré à Ajaccio (Corse-du-Sud), vendredi 25 décembre. Plusieurs individus ont attaqué une salle de prière musulmane et tenté de brûler des exemplaires du Coran. Samedi, un nouveau rassemblement, débuté dans le calme, a tourné à l'émeute. Après la victoire des nationalistes aux territoriales, la France semble redécouvrir les blessures identitaires de son île.

« Nous avons un gros problème dans ce pays et la Corse en est une triste illustration : une haine puissante, attisée par des esprits radicalisés mais aussi par des politiques, menace notre unité. Elle revendique une terre exclusivement chrétienne et condamne ce qui serait une islamisation rampante de la société française. Cela donne le saccage d'une salle de prière dans ma ville mais aussi l'agression par des élus de la République à l'Assemblée de Latifa Ibn Zaten, la mère d'une des victimes de Mohamed Merah, parce qu'elle porte un foulard. » Laurent Marcangeli, le député et maire LR (ex-UMP) d'Ajaccio (Corse-du-Sud), cherche les mots, ce samedi matin, pour « expliquer l'impensable » et « condamner des actes contraires à la vraie Corse ».

Dans sa ville de 65 000 habitants - « où il fait vraiment bon vivre », jure-t-il -, plusieurs individus ont attaqué, ce 25 décembre, une salle de prière musulmane. Le jour de Noël, un vendredi de grande prière pour les chrétiens mais aussi les musulmans, ils ont tenté de brûler des exemplaires du Coran, en hurlant des slogans xénophobes en français ou en corse : « Arabi fora (les Arabes dehors !) », « On est chez nous », « On va vous tuer »... Des « actes inqualifiables sur une terre qui a institué la tolérance religieuse depuis le XVIII^e siècle », a réagi, samedi sur France Info, l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni, nouveau président de l'Assemblée de Corse. Comme le tout récent président du conseil exécutif de Corse, le nationaliste Gilles Simeoni, qui a estimé sur BFM TV que « ces actes racistes » étaient « complètement contraires à la Corse que nous voulons ». [...]

Les faits se sont produits en marge d'une manifestation spontanée de soutien à des pompiers et policiers agressés dans la nuit de jeudi à vendredi, dans le quartier des Jardins de l'Empereur, une cité populaire de 3 000 habitants, située sur les hauteurs de la ville, marquée par le chômage et le trafic de stupéfiants, qui nourrit tous les fantasmes et n'a pourtant rien à voir avec les banlieues du continent. Dans ce quartier de résidences et non pas de logements sociaux, « il y a quelques actes d'incivilité, mais jamais rien de très grave, précise le préfet de Corse, Christophe Mirmand. Ce ne sont pas les quartiers de Nord de Marseille, il ne faut pas caricaturer ! »

Ce qui rend d'autant plus surprenant le véritable « guet-apens » - pour reprendre les mots de la préfecture - qui aurait été tendu aux forces d'intervention. Appelés pour circonscrire un incendie,

deux pompiers ont été « sérieusement » blessés par des éclats de verre après des « agressions physiques » au cours desquelles des vitres de leur véhicule d'intervention ont été détruites, indique le sous-préfet d'Ajaccio François Lalanne, qui évoque « de nombreux jeunes encagoulés » impliqués dans les échauffourées. Selon des proches des secouristes, cités par Corse-Matin, cette agression aurait été accompagnée de « Sales Corses de merde, cassez-vous, vous n'êtes pas chez vous ici ! »

La manifestation de soutien avait initialement été prévue pour ce samedi. Mais c'est finalement dès vendredi qu'environ 600 personnes se sont réunies devant la préfecture d'Ajaccio où se tenait une réunion autour des événements de la veille. C'est cette manifestation improvisée qui a dégénéré, quand 250 à 300 manifestants se sont spontanément dirigés vers le quartier des Jardins de l'Empereur pour mener ce que certains, sur place, n'hésitent pas à qualifier d'« expédition punitive » ou de « vendetta ». « Quand je suis sorti de la réunion, je me suis retrouvé face à une foule qui avait clairement envie d'en découdre », témoigne l'élue municipale d'opposition Paul Leonetti du mouvement indépendantiste Corsica Libera.

L'objectif des personnes qui se sont alors dirigées vers les Jardins de l'Empereur était clair : retrouver les agresseurs des pompiers et des policiers. Scandant « Arabi fora (les Arabes dehors) ! » et « On est chez nous ! », ils ont tenté de pénétrer dans certains halls d'immeubles et semé la terreur parmi les habitants, cloîtrés chez eux. « Ils pensaient connaître les adresses des agresseurs, explique le préfet de Corse. J'ai fait rappeler un certain nombre d'effectifs pour éviter les confrontations directes. Les forces de l'ordre ont empêché certaines personnes de pénétrer dans les immeubles, mais il y a eu des invectives sous les fenêtres des appartements. »

Ce n'est qu'une fois la tension retombée aux Jardins de l'Empereur qu'un groupe de manifestants s'est détaché du mouvement principal pour se diriger vers une salle de prière musulmane, « qui ne se trouve pas dans le quartier, pas plus que le restaurant kebab qui a également été endommagé », précise Christophe Mirmand. « C'est une salle de prière discrète, sans signalisation particulière », ajoute-t-il. Ce qui signifie que le groupe savait pertinemment où il allait en se dirigeant vers le lieu de culte. Une fois le volet forcé et la vitrine brisée, « une centaine de personnes se sont livrées à des exactions », saccageant la salle, jetant des exemplaires du Coran et des livres de prière dans la rue, avant de tenter d'y mettre le feu.

Le calme est revenu aux alentours de 21 heures. Mais aucune personne n'a, pour l'heure, été interpellée. « Les faits se sont déroulés assez rapidement, souligne le préfet. Il n'y avait pas, à ce moment-là, d'effectifs de forces de l'ordre dans le coin car la priorité avait été donnée sur les Jardins de l'Empereur. » « Entre deux réveillons, les effectifs sont moins importants, indique-t-il encore pour justifier le fait que personne n'ait réussi à éviter le saccage. Et puis, nous sommes en Corse. Ici, nous n'avons pas les effectifs de la préfecture de Paris ! » Nous sommes en Corse, effectivement. Sur une île qui connaît, comme partout ailleurs, une recrudescence des actes racistes en général, et islamophobes en particulier.

Mais ici, comme nulle part ailleurs, le contexte est très particulier. Il y a deux semaines, les Corses ont décidé de placer à la tête de la collectivité territoriale le mouvement nationaliste Femu a Corsica, associé pour l'occasion au mouvement indépendantiste Corsica Libera, lequel avait publié une profession de foi où l'on pouvait lire : « *Populu è immigrazione : qui simu in Corsica* (Peuple et immigration : ici nous sommes en Corse). » Une formulation qui, comme l'a souligné l'écrivain Marcu Biancarelli dans le dernier numéro du mensuel *In Corsica*, « fait écho à l'ancien slogan de l'Algérie française "Ici c'est la France", repris par la CFR dans les années 80, puis ces dernières années, par le FN avec la récurrence que l'on sait ».

Pour le leader de Corsica Libera, Jean-Guy Talamoni, nouveau président de l'Assemblée territoriale, le problème porte essentiellement sur l'émigration économique, que l'île, livrée au chômage et à la

précarité, pourrait difficilement supporter plus longtemps. S'il se défend d'une quelconque accointance avec l'extrême droite, certaines de ses prises de position n'ont rien à envier au parti de Marine Le Pen. Surtout, elles offrent à toute une galaxie de groupuscules racistes qui se structurent sur les réseaux sociaux (Vigilance nationale corse, Sangue Corsu, Cristiani Corsi...) la possibilité de justifier les actes les plus xénophobes sur fond de blessures identitaires. Et à des figures insulaires du Front national, comme Estelle Massoni, fondatrice du FNJ corse passée chez Femu a Corsica en juillet dernier, l'opportunité de grossir les rangs des nationalistes.

Nombre de représentants frontistes ont d'ailleurs tenté de récupérer les événements survenus à Ajaccio pour les agrémenter à leur sauce xénophobe. Un comble au regard de la méconnaissance qu'ont les élus d'extrême droite des problèmes insulaires, comme l'a tristement illustré le candidat du Front national aux territoriales. « À force de laisser prospérer le laxisme et le communautarisme, le gouvernement prend la responsabilité d'affrontements très graves », s'est toutefois permis de twitter le vice-président du FN, Florian Philippot, juste après avoir souhaité « Joyeux Noël à tous les Français ! » en publiant une photo de crèche. C'est le même Philippot qui s'en était pris, la semaine dernière, à Talamoni, qui s'était contenté de répondre : « Être accusé d'avoir eu un "comportement antirépublicain" par Monsieur Philippot, du Front National, est assez savoureux. »

Il aura suffi que le nouveau président de l'Assemblée territoriale prenne ses fonctions, le 18 décembre, en prononçant huit petites minutes de discours en langue corse, pour que ressurgisse le "problème Corse" tel que le continent le perçoit, de façon pour le moins simpliste, depuis des décennies. Car non, le racisme sur l'île n'est pas dû au nationalisme. « Tout d'abord parce qu'il y a plusieurs tendances chez les nationalistes, aux grilles de lecture très différentes, expliquait la sociologue Marie Peretti-Ndiaye, auteur du *Racisme en Corse* (Éd. Albiana), dans *Corse-Matin*, en 2014. Pointer du doigt les nationalistes en gommant une réalité complexe est très gênant intellectuellement et abusif. »

Le représentant de la Ligue des droits de l'homme (LDH) en Corse, André Paccou, insiste d'ailleurs sur le fait qu'« on ne peut pas suspecter Jean-Guy Talamoni et Gilles Simeoni, qui n'ont cessé de fustiger les groupes d'extrême droite, d'attiser ce type de haines ». Pour autant, il reconnaît que la victoire des nationalistes a pu être perçue, chez certains, comme « une forme de permission ». « Ils se sentent pousser de mauvaises ailes, dit-il. La responsabilité de nos dirigeants consiste désormais à répéter que la victoire des nationalistes ne justifie en aucun cas les actes xénophobes. Il y a ici des blessures identitaires qu'il ne faut pas laisser aux mains de personnes dangereuses. »

Les événements survenus vendredi à Ajaccio ? « C'est à peine une surprise, souffle André Paccou, car les appels à la haine et les incitations à la violence se sont multipliés ces derniers temps. » Le député et maire LR d'Ajaccio, Laurent Marchangeli, n'est, lui aussi, « malheureusement pas surpris ». Voilà des semaines, des mois, qu'il sent « la haine » monter, alerte les services de l'État et guette avec inquiétude « l'étincelle qui mettra le feu ». Son baromètre ? Les réseaux sociaux. « C'est un dégueulis », assure-t-il. Que les attentats de janvier, à *Charlie Hebdo* et dans l'Hyper Casher, puis de novembre, aux terrasses, dans la salle de concert du Bataclan et aux alentours du stade de France, ont fini d'exacerber.

Il cite Vigilance nationale corse, qui « n'a rien à voir avec les nationalistes », insiste-t-il. « Ils sont partout, raconte l'édile. Au lendemain du 13 novembre, ils sont venus semer le trouble place Saint-Nicolas à Bastia lors de la manifestation en hommage aux victimes des attentats de Paris et ont transformé l'hommage en une réunion politique. Ils m'avaient aussi pris à partie en septembre dernier car j'avais mis à disposition de l'association du culte musulman d'Ajaccio le stade pour la fête de l'Aïd el-Kébir. On a dû tout annuler car ils avaient promis de tout casser. »

D'autres événements de ce type sont venus émailler la chronique corse depuis un an. Au mois

d'avril, un lieu de culte musulman avait déjà été vandalisé à Propriano (Corse-du-Sud). Deux mois plus tard, une kermesse d'école avait été annulée à Prunelli-di-Fiumorbu (Haute-Corse) où deux institutrices avaient été prises à partie par des parents d'élèves pour avoir préparé les enfants à chanter *Imagine* de John Lennon en plusieurs langues (le français, le corse, l'arabe, l'anglais et l'espagnol). Des tags « Arabi fora » avaient déjà été retrouvés sur les murs de l'établissement scolaire. Puis, en octobre, près de 150 personnes manifestaient à Bastia (Haute-Corse), à l'appel de Jean-François Baccarelli, leader du mouvement d'extrême droite Alliance écologiste en Corse, pour exprimer leur opposition à l'arrivée de migrants sur l'île. Un rassemblement d'autant plus absurde qu'à l'époque, un seul maire corse était monté au créneau spontanément pour proposer un logement aux réfugiés : l'édile nationaliste de Lozzi, Jean-Félix Acquaviva.

Ce vendredi 25 décembre, le gouvernement a dénoncé tout à la fois l'agression de pompiers et de policiers comme les dégradations visant un lieu de culte musulman de la ville. « Après l'agression intolérable de pompiers, profanation inacceptable d'un lieu de prière musulman. Respect de la loi républicaine », a réagi le premier ministre, Manuel Valls, sur son compte Twitter. De son côté, le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve a déclaré que « ces exactions intolérables, aux relents de racisme et de xénophobie, ne sauraient rester impunies tant elles portent atteinte aux valeurs mêmes de la République ». Le ministre a également condamné « avec la plus grande fermeté » l'agression visant les pompiers et les policiers.

Des condamnations « piaillements de Twitter » pour l'ancien porte-parole du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), l'auteur et statisticien Marwan Muhammad. Pour lui, « les discours de ces dernières semaines du gouvernement ont libéré la parole raciste de manière décomplexée à l'image de la séquence sur la déchéance de nationalité qui renvoie l'idée qu'il y a deux Français, celui de souche et l'autre ». « La puissance publique a beau jeu d'être médusée devant les extrémistes corses alors qu'elle défonce depuis l'état d'urgence les portes et assigne à résidence des familles musulmanes innocentes », dit-il.

Marwan Muhammad est particulièrement inquiet : « Cette attaque d'une mosquée en Corse est le symbole de toute la violence réelle et symbolique d'être un musulman aujourd'hui en France. Dans les rangs de "la génération des parents", qui n'est pas engagée, politisée, cela a fait resurgir la période de racisme décomplexé des années 60-70. » La nouveauté, appuie le chercheur, entre le début et la fin de l'année 2015, la première et la seconde vague d'attentats, « c'est la complicité du gouvernement qui alimente le climat islamophobe ambiant ». La France, où vit la plus grande communauté musulmane d'Europe, avec quelque cinq millions de membres, a connu 274 actes et menaces antimusulmans au premier semestre 2015, selon l'Observatoire national contre l'islamophobie (ONCI), l'instance du Conseil français du culte musulman (CFCM) qui recense les plaintes déposées et transmises au parquet par la police ou la gendarmerie.

Un chiffre en hausse de 281 % par rapport à la même période l'an dernier, au cours de laquelle 72 actes anti-musulmans avaient été répertoriés, beaucoup plus bas que les statistiques du CCIF qui, elles, se fondent sur les déclarations des citoyens. « Mais très peu de ces actes de discrimination ou de violences envers des institutions ou des personnes donnent lieu à des arrestations et des procès », dénonce Marwan Muhammad. C'est toute la complexité de la définition juridique de l'islamophobie en France, qui suggère une « peur » collective de l'islam mais qui au fil des années, définit tout acte, sentiment, préjugé à l'encontre de personnes musulmanes ou supposées telles.

Ce samedi, et malgré un énorme dispositif sécuritaire, la tension était toujours palpable à Ajaccio. Une nouvelle manifestation en soutien aux pompiers et policiers agressés dans le quartier des Jardins de l'Empereur, débutée dans le calme, a tourné à l'émeute en milieu d'après-midi. Quelques 300 manifestants, selon France 3 Corse ViaStella, ont forcé un barrage avant de tourner les talons devant les murs de CRS et de gendarmes postés au pied des immeubles, vers d'autres « quartiers à

problèmes ». « Pétards, slogans, tags, Putains d'arabes de merde sortez !, lancent des manifestants », a décrit un journaliste d'*i-Télé* sur Twitter. Au même moment, des manifestants ou sympathisants déversaient sur le réseau social une rage ouvertement raciste et islamophobe. À l'image de ce twittos qui, se présentant comme « DirCab souverainiste encarté Les Républicains », a posté : « La bataille de Corse prend corps. Demain nous rendrons la France aux Français. Le temps des urnes est dépassé »...

RACHIDA EL AZZOUZI ET ELLEN SALVI

P.-S.

* « À Ajaccio, des manifestations virent à l'« expédition punitive » contre des musulmans » ;
Mediapart. 26 DÉCEMBRE 2015 :

https://www.mediapart.fr/journal/france/261215/ajaccio-des-manifestations-virent-l-expedition-punitive-contre-des-musulmans?page_article=1

<http://npaherault.blogspot.fr/2015/12/actes-racistes-dajaccio-fascisti-fora.html>